

Seniors, un nouveau regard

Texte:
Thomas
Depicker

Le vieillissement de la population s'accroît chaque jour. Certes, les seniors sont plus que d'autres menacés par l'isolement ou la précarité liés au grand âge. Mais ils semblent aujourd'hui vivre leur situation mieux qu'on ne l'imaginait. Surtout que de nouvelles initiatives émergent pour finir ses jours en beauté.

Lors de nos entretiens, il nous est arrivé de maladroitement parler des "vieux" plutôt que des aînés, des seniors ou des pensionnés. Les visages fâchés de nos grands-mères jaillissaient alors dans notre esprit et on ne reprenait la discussion qu'après s'être platement confondu en excuses. C'est plus qu'une question de respect. Car il s'agit de déconstruire "l'âgisme", cette forte tendance à entretenir des clichés négatifs autour du vieillissement. Nos seniors seraient malades, tristes et aigris. On leur prête aussi des tendances jeunophobes et on les dit réfractaires à la technologie. En plus, ils coûteraient cher à la collectivité... S'ils doivent avouer qu'ils sont parfois aussi lents sur les routes qu'aux guichets et que l'âge semble avoir éveillé en eux un goût pour la petite monnaie, les lieux communs qui entourent le troisième âge le font passer pour une période sombre, entre isolement et dépendance. À tort.

S'il est avéré que l'espérance de vie continue d'augmenter (83,7 ans pour les femmes et 79 ans pour les hommes) - alors que le nombre d'années en "bonne santé" stagne -, il semblerait en réalité que prendre de l'âge en Belgique aujourd'hui ne soit pas si pénible. Bien sûr, il s'agit de différencier les

jeunes seniors, entre 60 et 80 ans, et le "grand âge". Mais tout de même. Selon une enquête de Solidaris parue l'an dernier, 86 % des plus de 80 ans confient avoir la belle vie et 67 % s'estiment en bonne santé. *"Les études psychologiques contemporaines montrent que les seniors sont en moyenne plus heureux que les jeunes et que les problèmes de santé mentale sont surestimés"*, signale d'entrée Ermeline Malcotte, chargée d'études chez Espace Senior, une ASBL de Solidaris. Et quand bien même ils rencontreraient certaines contrariétés, ils sont très souvent capables d'y répondre eux-mêmes. *"On a remarqué que les préjugés étaient d'abord présents chez les équipes soignantes, ce qui explique une certaine surmédicalisation et une haute prise d'antidépresseurs par les personnes âgées."* Henri Lurkin, 68 ans et président de la Coordination des associations de seniors (CAS), s'empresse de confirmer. *"On vit bien, on s'amuse! On participe encore beaucoup à la vie politique, sociale ou culturelle."*

Aujourd'hui, plus d'un Belge sur cinq a au moins soixante ans et le vieillissement de la population devrait encore s'intensifier avant de se stabiliser à partir de 2040. Une vague grise qui pousse nos aînés à clamer leur ras-le-bol d'être considérés comme des victimes ou des boulets. Il s'agira bientôt pour les jeunes d'arrêter de se moquer de leurs aîeux et de se faire tout petits face à cette communauté florissante. Jusqu'à voir naître une certaine complicité entre la jeunesse et le troisième (voire le quatrième) âge? Peut-être. *"Le jeudi, je vais aider les enfants à l'école de devoirs"*, explique Henri Lurkin. *"Beaucoup de personnes âgées s'occupent des plus jeunes via ce genre de structures."* On ne peut généraliser, mais on remarque en tout cas la création de cadres nouveaux où se tissent des liens intergénérationnels, via notamment l'habitat kangourou ou la colocation entre pensionné et étudiant (lire pages suivantes). *"Avant les élections du 14 octobre, mes petits-enfants sont venus me demander des conseils. C'est la preuve qu'ils sont conscients d'avoir besoin de notre expérience. J'ai l'habitude de dire que les vieux sont l'avenir de notre jeunesse."*

Plus vieille la vie

Une grande partie des seniors sont encore très actifs. On le perçoit peut-être assez mal, d'où l'émergence de clichés sur le quotidien des retraités, mais quand certains sont inscrits dans des clubs de sport, suivent des cours à l'Université des aînés ou crient leur colère dans la rue au sein d'un véritable gang, d'autres se baladent, vont au restaurant ou reçoivent régulièrement des amis. Quel que soit leur passe-temps, ils parviennent à se garder en forme. *"Continuer à faire de l'exercice, c'est de la prévention santé"*, estime Henri

"Les maisons de retraite ont été diabolisées, mais cela va mieux. Elles redeviennent de véritables lieux de vie."

Lurkin. *"Il faut encourager l'activité car elle permet de réduire les risques de maladie. Mais j'ai un peu peur que l'on ne prenne pas en compte d'autres facteurs, comme le coût des loisirs par exemple, tempère Ermeline Malcotte. Le vieillissement actif s'ancre tellement dans les esprits que les plus fragiles, qui ont plus de mal à bouger, ont tendance à culpabiliser ou à être tenus pour responsables de leur état de santé."*

Car si les seniors se portent globalement mieux qu'on pourrait le penser, les inégalités existent et la précarité comme l'isolement y trouvent tout de même un terrain fertile. Une précarité qui touche principalement les femmes et les personnes issues de l'immigration. *"Les femmes font des pauses carrière pour s'occuper des enfants... ou de leurs parents. Elles dépendent souvent de la pension de leur mari. Les niveaux de pension étant très bas en Belgique, c'est parfois compliqué. Et les nouvelles réformes prévues par le gouvernement vont encore aggraver la situation."* D'autant que les autorités invitent pour le moment la population à prévoir elle-même ses années de pension. *"C'est facile de demander aux gens de mettre des sous de côté pour leur retraite, mais ce n'est pas possible pour tout le monde!"*

Une demande de prévoyance individuelle qui s'allie à une autre tendance: inciter les personnes à rester chez elles le plus longtemps possible. ➔ Pour ce faire, une multitude de services se sont mis en place ces dernières années pour assurer ce maintien à domicile, qu'ils soient médicaux, paramédicaux, ménagers, matériels... Des accueils de jour permettent également de garder un contact social tout en continuant à vivre chez soi. Malgré tous ces efforts, nos interlocuteurs refusent d'appuyer aveuglément l'idée du maintien à domicile. *"La multiplication de ces services est un réel progrès sociétal car il est compliqué pour une personne seule de tout faire, estime Henri Lurkin. Mais il ne faut jamais forcer les gens à rester chez eux."* Ermeline Malcotte a, elle, déjà du mal avec le terme lui-même. *"Je trouve le mot*

"maintien" ambigu et j'y décèle une sorte d'obligation. J'ai conscience que de nombreuses personnes veulent rester à leur domicile, mais cela ne signifie pas qu'elles ne voudront jamais en sortir."

Ermeline Malcotte plaide alors pour une meilleure anticipation des aléas de la vie. *"L'état de santé se dégrade rapidement et c'est au dernier moment que l'on repense certains aspects pratiques de la vie quotidienne ou de sa maison, comme la largeur des portes pour faire passer une chaise roulante par exemple. C'est souvent un peu tard. C'est pareil avec le placement en maison de repos. On y pense quand il arrive quelque chose et les personnes se retrouvent en urgence dans des résidences qu'elles n'ont pas choisies."* À l'heure actuelle, 6 % des plus de 65 ans (soit 120.000 personnes) vivent dans des maisons de repos. Des établissements dans lesquels on entre en moyenne à 82 ans et qui souffrent clairement d'une image de mouiroirs. *"Il y a eu une diabolisation de la maison de retraite qui a pu se justifier. Mais cela va mieux. Certaines d'entre elles réfléchissent à des alternatives pour redevenir de véritables lieux de vie."*

C'est notamment le cas de la résidence du domaine des Rièzes à Couvin. C'est Henri Lurkin qui nous en parle. *"Vous connaissez le directeur, Dominique Bignerot? Non? Ah ça, c'est dommage!"* En effet, l'endroit semble chaleureux et atypique. Le journal *Le Soir* a infiltré les lieux l'an dernier et a mis en exergue la bienveillance de cette résidence où les soins ne se heurtent pas au besoin d'autonomie. Presque aucune obligation, jamais de contention, un personnel soignant habillé en civil et un pouvoir décisionnel laissé aux résidents. L'avenir de la maison de repos se trouve probablement là, quelque part à Couvin.

Un vieux, une voix, un vote

Pour autant, voir les maisons de repos évoluer positivement est une chose, payer son séjour en est une autre. Solidaris a calculé que le prix moyen

d'une résidence s'élevait à 1.487 € par mois. Un montant d'autant plus important qu'il se situe 180 € au-dessus de la pension moyenne des Belges. Solidaris estime qu'une personne de plus de 80 ans sur deux n'a pas les moyens de s'offrir un séjour dans une maison de repos. À moins de vendre son logement... Pour beaucoup de pensionnés, être propriétaire est une bouée de sauvetage. Mais quand la vie vous force à intégrer une maison de repos, vendre est souvent la seule solution à un problème qui se déplacera alors vers des héritiers qui voyaient dans l'habitation de leur enfance un moyen d'accéder à leur tour à la propriété. *"À titre personnel, je n'hériterai pas de la maison de mes parents car ils l'ont vendue pour financer leur placement en maison de repos. Et je ne suis pas un cas isolé"*, signale Ermeline Malcotte.

Lorsque nous lui demandons ce qui pourrait être amélioré dans la manière de répondre aux besoins des seniors, sa réponse fuse. *"Combattre les inégalités et favoriser la démocratie participative!"* Elle rejoint là l'un des chevaux de bataille de la CAS d'Henri Lurkin: les Conseils communaux consultatifs des aînés (CCCA). Peut-être que votre ville ou village, sans que vous le sachiez, compte un groupe de seniors qui fait entendre sa voix et participe à la vie communale. *"Ici, à Liège, le CCCA est composé de représentants d'associations. Dans d'autres communes, ce sont uniquement des citoyens. Parfois cela se résume à des kermesses boudin-compote, mais cela ne m'intéresse pas. À Liège, nous rendons des avis et des recommandations à la Ville en ce qui concerne la vie des personnes âgées. Grâce à nous, Liège est reconnue comme une ville amie des aînés par l'OMS."* Henri Lurkin pourrait en parler pendant des heures... *"On aimerait bien être encore un peu plus entendu, mais on est utile! Imaginez que Liège compte 30 % de personnes de plus de soixante et ne dispose pas d'un échevin en charge des aînés..."*

Le cliché qui veut que l'on n'est vieux que dans sa tête ne dérangera pas nos aînés, encore bien plus capables que nous ne l'imaginons. Mais le bonheur affiché d'une belle partie de nos pensionnés ne doit pas cacher les inégalités qui couvent, ni les risques propres au grand âge. Car d'autres clichés, ceux de la précarité et de l'isolement, trop souvent associés à la vieillesse, pourraient alors se généraliser. ✖

La vieillesse expliquée à ma ville

Chaque élu du 14 octobre recevra une lettre de recommandations l'invitant à prendre en compte l'avis des personnes âgées.

L'initiative provient de la Coordination des associations de seniors et visera chaque élu des communes wallonnes et bruxelloises. Elle prônera une participation citoyenne accrue via la mise en place des Conseils communaux consultatifs des aînés et les dispositions indispensables pour assurer le confort de ceux qui souhaitent continuer à vivre chez eux. Mais cette lettre dressera aussi une liste de démarches réalisables à l'échelle locale pour améliorer le quotidien des personnes âgées, articulée autour de plusieurs grands axes, à commencer par la santé: *"Il est important que votre commune repère, avec l'aide des institutions locales, les personnes les plus vulnérables de par leur précarité et leur isolement. Elles ont besoin de plus de prévention. Il est essentiel de faciliter l'accès aux soins de santé de qualité, en favorisant une permanence médicale et sociale sur votre territoire".*

La CAS pointe également le manque de réflexion sur la mobilité et demande notamment la facilitation de l'accès aux bâtiments publics et le développement d'un système de "taxi ou bus social" à destination des aînés. Enfin, il est aussi question de mettre en place des "Maisons des aînés" et de promouvoir l'accès aux nouvelles technologies, via des formations organisées avec le concours du secteur associatif, et à la culture. *"L'impossibilité d'avoir des activités mène souvent à l'isolement. Nous souhaitons donc également la mise en place d'EPN (Espaces publics numériques) dans toutes les communes, par exemple dans des bâtiments communaux dans lesquels un accès wi-fi serait disponible."*

L'autonomie à tout prix

Avec la diminution des jours d'hospitalisation, la prise en charge à domicile devient un secteur économique majeur. Les mutuelles, mais aussi les assurances privées, sont sur le coup.

- Texte: Vincent Liévin -

L'âge venu, les accidents ou les problèmes de santé peuvent provoquer des pertes d'autonomie temporaires ou de longue durée. Or, par manque de couverture ou de prévoyance, le salaire ou la pension peut rapidement se montrer insuffisant. Récemment, une enquête de *Test-Achats* a montré parmi les 65 à 84 ans qu'un quart des personnes vivant seules bénéficient au quotidien d'une aide extérieure professionnelle (aide ménagère ou infirmière à domicile...). Toutefois,

son coût dépasse très souvent celui de la pension légale. On considère d'ailleurs qu'au moins une personne sur dix ne peut s'offrir ce type d'aide. À cela s'ajoutent la diversité des offres de soins ou d'aide à domicile et leurs coûts très variés.

Devant ces problèmes, une recherche interuniversitaire, financée par l'Inami et coordonnée par l'UCL, en collaboration avec la KU Leuven et l'UAntwerpen a montré qu'il était possible d'apporter une réponse innovante: le développement d'une nouvelle fonction, celle de case manager. Concrètement, cette personne est investie du rôle de conseiller afin d'identifier le service ou le soin le plus approprié (infirmière, aide-soignante, ergothérapeute, etc.). L'un des atouts de ce soutien transversal, selon cette recherche, se situe dans la diminution des coûts de +/- 400 € par mois. L'étude a par ailleurs aussi permis d'objectiver les coûts liés à cette dépendance: 1.345 €/mois, à charge de l'Inami et des Régions.

Le privé lance l'idée d'un coordinateur qui vit dans votre région et gère vos soins ou vos petits travaux.

Cette double réflexion économique a donné des idées au secteur privé. De nouvelles offres sont proposées actuellement aux personnes en perte d'autonomie comme celle d'AG Insurance. La société vient de lancer un service pour aider ces personnes: "Phil at Home". Comme l'explique Gerrit Feyaerts, le responsable de communication, *"lorsqu'on perd son autonomie temporairement ou non, un coordinateur personnel permet de rester chez soi dans un environnement confortable, qualitatif et sécurisé (bouton d'urgence relié aux membres de la famille et à une centrale d'alarme), que cela soit pour une personne âgée ou un jeune"*. Ce coordinateur vit dans la région du client et l'aide pour les soins mais aussi les entretiens, les réparations ou les adaptations à effectuer dans la maison. Testé dans trois communes (Asse, Wavre et Leuven), le coût du service actuellement n'est pas encore connu.

Avec un autre type de produit en matière de dépendance, l'assurance DKV Home Care promet aussi de prendre soin de la personne en perte d'autonomie avec un management de soins (organisation et coordination des soins à domicile, aide ménagère, garde

d'enfants...). Le tout sans stage d'attente. Le coût? Suivant le nombre d'heures par jour, entre 300 et 2.400 euros mensuels.

Les mutuelles meilleur marché

Toutefois, cette arrivée du secteur privé dans les soins post-hospitaliers ne fait pas office de précurseur. En effet, au fil des années, les mutuelles ont mis en place certains services adaptés à des coûts plus faibles (compris en partie dans votre cotisation annuelle d'adhérents de l'assurance complémentaire). Mais cette concurrence nouvelle les oblige à s'adapter même si toutes les mutuelles n'offrent pas les mêmes services. Du côté de la Mutualité chrétienne, les prix des soins et les services à domicile appliquent les règles et tarifs légaux pour toutes les prestations qui relèvent de l'assurance maladie-invalidité obligatoire (soins infirmiers, kinésithérapie, etc.). Pour toutes les autres prestations (soins de pédicurie, coiffure, etc.), la base de tarifs est celle fixée par convention avec les prestataires. *"Chez nous, certains services sont gratuits comme l'adaptation*

du domicile grâce notamment à l'ASBL Solival. La location de matériel d'aide et de soins, sans oublier la téléassistance Vitatel (de 6 euros à 21 euros/mois pour un non-membre) pour sécuriser la personne qui est seule chez elle sont payantes" explique Élodie Debrumetz, responsable communication à la Mutualité chrétienne. Et, nous annonce-t-on en exclusivité, *"nous allons lancer la fonction de conseiller en autonomie. Il s'agira d'une personne de référence pour un patient qui pourra l'aider au mieux dans la coordination de tous les services suivant ses besoins. Ce service sera gratuit"*.

Face aux évolutions technologiques, les mutuelles s'adaptent aussi: *"Nous proposons le service du pilulier électronique qui permet aux professionnels de soins de savoir si les patients prennent bien leurs médicaments à domicile. La centrale appelle le patient si les pilules ne sont pas prises"*. Du côté de Solidaris, les avancées technologiques sont suivies aussi de très près: *"Nous travaillons avec un projet pilote de suivi, le 3 S*

Homecare", explique Alice Flahaut, conseillère non-marchand et référent en communication à la CSD, Centrale des services à domicile. Ce service permet au patient d'être mieux pris en charge (médecin, infirmier, kiné, aide ménagère...) en préservant au maximum le bien-être et en affinant le suivi: prise de médicaments, mesure de la tension...

Solidaris s'appuie aussi sur neuf centres de coordination en Wallonie et deux à Bruxelles. *"Ils peuvent procéder à des évaluations des besoins et des services suivant le patient. Il s'agit d'un service gratuit qui est compris dans le paiement de la cotisation annuelle. D'autres services sont payants comme la télévigilance qui revient à 13,50 euros par mois pour les affiliés et à 16 euros pour les non-affiliés. Pour les aides familiales, les coûts varient en fonction des revenus des personnes."* Du côté de Partenamut aussi, la volonté existe de réaliser le suivi le plus proche possible du patient pour offrir l'aide la plus adaptée grâce au travail de centres de coordination. Suivant les bourses, les francophones ne sont donc pas complètement démunis face aux coûts sévères et imprévus de la dépendance surtout qu'ils devraient pouvoir à terme (2021) compter sur l'aide financière proposée par l'assurance autonomie à Bruxelles et en Wallonie. ✱

Une poche d'espoir

Réponse au problème du vieillissement, l'habitat kangourou, partagé entre seniors et jeunes générations, se popularise petit à petit aux quatre coins de la Wallonie. Visite dans une maison de Gouvy. - Texte et photo: **Émilien Hofman** -

Les costumes faits main enroulés autour de chaque poteau électrique donnent à Rogery une atmosphère de mardi gras. Au sud de la province de Luxembourg, ce petit village joue clairement la carte de la convivialité. Installée au centre de la rue principale, la maison de Monique n'a pas besoin d'ornements pour faire impression. Intégralement réaménagée, cette ancienne ferme s'accommode d'un escalier en pierre qui longe un jardin suspendu pour mener à la porte d'entrée. Sur le côté gauche, une allée prend son élan sous un arbre centenaire. Une cinquantaine de

mètres plus loin, un parking démasque une nouvelle devanture... et une nouvelle habitation. La porte du garage s'ouvre, dévoilant Monique, septantaine à l'allure vive, qui enjambe les marches intérieures de son bâtiment pour rejoindre l'appartement du premier étage. Elle y est accueillie par Serge, sa gouaille et sa bonne humeur: *"Tu bois quoi? Un whisky? Eh ben, j'en ai pas"*. La senior décoche un rire franc. Elle apprécie les vannes de son locataire.

À Rogery, les règles sont claires: Monique occupe le rez-de-chaussée de sa maison, le haut est réservé à Sandra, ses enfants et Serge. *"On est chez Monique*

sans y être, précise Sandra, aide-soignante quadragénaire. *Les deux habitations sont séparées, mais Monique peut passer chez nous quand elle veut.* "Chacun son garage, chacun son entrée, son espace, sa vie. *"C'est très important pour une personne qui a vécu seule comme moi qu'on ne puisse pas rentrer chez elle", assure Monique. La propriétaire garde son intimité, mais développe avec ses voisins une relation amicale et chaleureuse, matérialisée par des petits apéros ou des repas de Noël. Seule depuis quelques années, Monique est tout heureuse de pouvoir louer son ancienne grange dont elle ne savait que faire. Son aventure kangourou a débuté il y a six ans. Au hasard d'une promenade avec ses deux enfants, Sandra a quant à elle sauté sur l'affiche "À louer" placardée à la fenêtre de Monique. "À l'époque, je cherchais un logement rapidement habitable pour trois. J'ai contacté l'ASBL Gestion Gouvy Logement (GLG) qui a directement joué le rôle d'intermédiaire."*

Prévenir l'isolement et l'insécurité

Dans sa charte, l'ASBL GLG définit l'habitat kangourou comme un moyen de "prévenir l'isolement et le sentiment d'insécurité des générations plus âgées", tout en favorisant les échanges et la solidarité. *"Nous centralisons les recherches et contacts avec les candidats locataires, assure Bernadette Legros, membre de l'ASBL. On guide comme on peut, mais c'est le propriétaire qui fait son choix."* Sans nier l'intérêt financier pour les deux parties, l'ASBL cherche surtout des locataires prêts à honorer les engagements fixés à la signature du bail d'un an. *"Sortir les poubelles, arroser les fleurs, changer une ampoule, etc. Quand Monique a besoin de quelque chose, on est là pour l'aider", lance Serge, le regard bienveillant.*

Il existe plusieurs centaines d'habitats de ce genre en Belgique francophone (voir page suivante). Le concept paraît simple, mais il tarde encore à convaincre une population pourtant vieillissante. *"La plupart des moins de 65 ans n'y pensent pas ou se disent que leurs enfants s'occuperont bien d'eux", reconnaît Bernadette. "Mais quand on est trop âgé, c'est trop tard, enchérit Sandra. Les jeunes qui construisent leur habitat doivent anticiper la suite de leur vie: comment veulent-ils vieillir?"* Le concept kangourou allonge le temps de vie chez soi. Pas au point de supprimer l'éventuel passage par la case "maison de repos", mais assez pour assurer le sentiment de sécurité qui maintient en forme.

Pourtant, les obstacles sont encore nombreux. En plus des aménagements, il existe toute une série de procédures à suivre - installation de compteurs d'eau distincts ou d'une nouvelle station d'épuration, obtention du permis pour diviser la maison, etc. - et les communes ne sont pas toujours très souples. *"Heureusement, certaines évoluent.*

Notamment parce qu'elles comprennent l'avantage de garder sur leur territoire une personne qui a moins recours aux services collectifs", relève, de son bureau à Louvain-la-Neuve, Daniel Mignolet, chargé de mission à l'ASBL Habitat et Participation. "Et puis ça répond à l'importante problématique du logement des jeunes, notamment dans les grandes villes." Reste que le statut des personnes est également un problème à régler. S'il n'y a pas une séparation claire de l'espace locatif, les différents habitants risquent d'être considérés comme des cohabitants. *"Avec tout ce que ça implique en cas de problème judiciaire, financier ou autre", conclut Daniel Mignolet.*

Dans le salon de Sandra et Serge, l'ambiance est chaleureuse. Monique écoute et sourit. Toujours à l'aise, loin de feindre sa bonne entente avec ses voisins. Dans son dos, une vitrine décore le mur de haut en bas avec des statuettes en tout genre: figures chrétiennes, animaux, artisans... Sandra cultive une passion pour les gadgets. C'est moins le cas de Monique. *"D'où l'importance de notre rôle d'intermédiaire, précise Bernadette Legros. Il arrive qu'il y ait des petites habitudes qui déplaisent à une partie ou l'autre. On organise alors des réunions et des évaluations pour en parler et repartir de l'avant."*

Il y a quelques mois, l'arrivée de Serge à Rogery a changé pas mal de choses. Le côté touche-à-tout du nouveau compagnon de Sandra a rendu de fiers services à Monique pour des tâches plus manuelles. *"Mais on a aussi pris plus de place dans la remise que Monique partage avec nous, concède Sandra. Heureusement on s'adapte et en contrepartie, on fait plaisir à Monique: on se rend à la messe où elle est sacristain, on lui ramène des souvenirs de vacances", sourit Serge en évoquant la bouteille de muscat qu'il a ramenée à sa proprio à son retour d'Espagne. Son café bu, Monique confirme avoir trouvé son bonheur: demander un loyer modéré n'est pas un problème tant qu'elle côtoie des locataires actifs et empathiques. L'esprit marsupial. ✕ →*

LES +

Ils vieillissent en
solitaire
Nos bonus sur
www.moustique.be/
lesplus

**"La mesure répond aussi
au problème du logement
des jeunes, notamment
dans les grandes villes."**

Kot intergénérationnel

Le logement kangourou se décline aussi en kot. De plus en plus d'étudiants choisissent d'aller habiter chez des personnes âgées. Et chacun y trouve son compte. - Texte: **Pauline Zecchinon** -

L'un se sent un peu seul dans sa maison ou son appartement vide. L'autre recherche un logement abordable et calme où il pourra passer sa vie d'étudiant. La solution: cohabiter. En Belgique, plusieurs centaines d'étudiants ont fait le choix de koter chez leurs aînés. "Après deux ans passés dans un logement de l'université, j'en ai eu marre. Ça devenait compliqué à gérer et je voulais me retrouver plus au calme, raconte Laure De Coninck, étudiante en dernière année à Louvain-la-Neuve. J'avais d'abord pensé à un studio, mais c'était beaucoup trop cher, et puis je ne voulais pas non plus être seule tout le temps." Laure a donc frappé à la porte de l'ASBL "1Toit2Âges", une référence à Bruxelles et en Wallonie en termes de logements

intergénérationnels. Depuis sa création en 2009, celle-ci met en relation seniors et étudiants, aujourd'hui dans une dizaine de villes, constituant des binômes parfaits pour la colocation.

"On reçoit les candidatures et on organise les rencontres, explique Axelle Muraille, responsable de l'antenne de Louvain-la-Neuve. On veut savoir ce qui intéresse les deux parties dans le projet, mais aussi ce qu'elles recherchent comme type de colocataire et colocation."

Deux formules sont proposées par l'ASBL. Avec la formule "service", l'étudiant offre un peu de son temps et ses compétences pour effectuer différentes tâches comme faire les courses, se promener dans le quartier ou faire la lecture. Pour autant, celui-ci ne remplace pas

un garde-malade, un infirmier ou une aide à domicile. *"On parle de quelques heures par semaine. Paradoxalement, on observe que les étudiants en sont très demandeurs, mais les seniors préfèrent souvent la catégorie "classique" où aucun service n'est demandé."*

L'argument économique pèse dans la balance. Compte tenu des services rendus, le prix de la chambre est forcément revu à la baisse. *"Le premier attrait pour les seniors est de rompre avec la solitude. Mais le second, c'est le complément de revenus."* Pour Laure, qui vit maintenant depuis deux ans avec une vieille dame à Louvain-la-Neuve, le contrat passé avec "sa" senior est parfait. *"On est comme des colocataires. Elle est parfaitement autonome malgré son grand âge et elle a davantage besoin d'une présence à la maison et d'aides très ponctuelles plutôt que de services récurrents. On ne mange pas ensemble, mais je vais souvent la voir le soir et on discute. C'était ça aussi que je recherchais."*

À Bruxelles, comme en Wallonie, le concept séduit et fait de plus en plus d'adeptes. "1Toit2Âges" comptabilisait une petite centaine de binômes en 2012 et frôlait les 400 en 2017. *"Il y a une vraie demande de la part des deux parties, autant chez les étudiants que de la part de seniors. Il faut dire que c'est un parfait win-win. Chacun y gagne quelque chose", rappelle Axelle Muraille. Le résultat est là, selon une enquête menée en interne par l'ASBL, l'expérience a répondu aux attentes de 95 % des seniors.* ✖

"Le premier attrait pour les seniors, c'est de rompre avec la solitude. Le second, c'est le complément de revenus."